

REPORTERS SANS FRONTIERES

HRC22

UPR – Adoption du rapport

JAPON

La Japon qui pouvait être fier de la liberté de sa presse est passé en 2012 du 22ème au 53^{ème} rang dans le classement annuel de Reporters sans frontières et cette dégringolade est uniquement due au manque d'information officielle sur la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima.

Selon le Japan Times du 10 février 2013, bon nombre de journalistes se voient privés d'accès et font face à un manque total de transparence.

Toujours d'après le Japan Times, un journaliste d'investigation a même été poursuivi en justice par une filiale de TEPCO, la compagnie qui gère les installations nucléaires, afin de bloquer la publication de ses reportages.

Bien que quelques rapports d'enquêtes aient été fournis par le gouvernement ou par TEPCO, le public attend toujours un sérieux compte rendu officiel de l'accident.

Lors de l'examen périodique universel du Japon, pas une seule recommandation n'a été émise par les états présents sur son obligation à respecter ses engagements internationaux concernant la liberté d'expression avec, dans le cas présent, tout ce que ce refus d'informer peut impliquer pour la sécurité et la santé de ses citoyens.

Même ^{eu} dans l'absence ~~si~~ de recommandations sur le besoin d'assurer la liberté d'informer et d'être informé, RSF espère que le Japon reconnaitra son obligation de respecter le droit du public à l'information.
selon

Je vous remercie de votre attention...